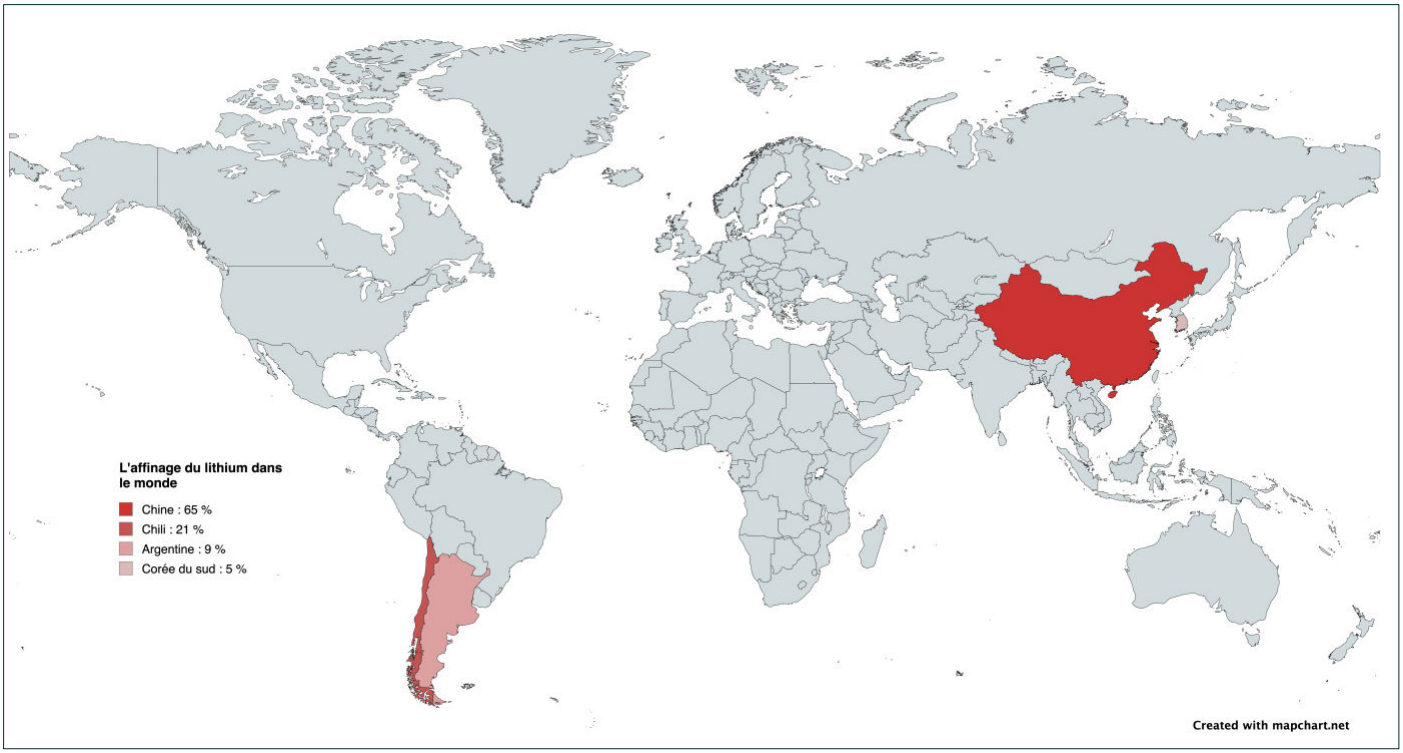
La Chaire décrypte :

La géopolitique du lithium, entre dépendance régionale et souveraineté industrielle



À l'ère de la transition énergétique et de l'électrification à marche forcée de l'économie, le lithium s'est imposé comme l'un des piliers stratégiques du XXIe siècle. Troisième élément du tableau de Mendeleïev, métal le plus léger de la planète et le plus petit existant à l'état solide à pression atmosphérique, le lithium est classé au 32e rang des éléments présents au sein de l'écorce terrestre et se retrouve également dissous dans les océans. Pourtant, ce métal mou concentre toutes les tensions géopolitiques mondiales. Alors que près de 87 % du lithium mondial est aujourd'hui consacré à la fabrication des batteries — pour les voitures électriques, mais aussi les smartphones, ordinateurs, camions lourds, drones, navires ou robots —, la maîtrise de sa chaîne de valeur est devenue le marqueur clé d'une véritable indépendance stratégique.

La cartographie mondiale du lithium, l'étau du raffinage chinois

La géographie de l'extraction du lithium est structurellement asymétrique. Environ deux tiers des réserves mondiales sont concentrés dans les saumures des déserts andins, au cœur du « triangle du lithium » formé par la Bolivie, l'Argentine et le Chili. Néanmoins, la véritable vulnérabilité géopolitique ne réside pas uniquement dans le sous-sol, mais dans le raffinage et la transformation chimique de la matière première. C'est à ce niveau que le déséquilibre est le plus criant. La Chine concentre en effet 65 % des capacités mondiales de raffinage. Cette hyper-concentration des capacités de conversion offre à Pékin une position de quasi-monopole sur la chaîne de valeur. Même lorsque le minerai brut est extrait en Australie ou en Amérique du Sud, il parcourt des milliers de kilomètres pour être raffiné dans des usines chinoises avant d'intégrer les batteries de l'industrie mondiale. Face à une demande globale qui devrait faire un bond de 219 % d'ici 2040, poussée par l'essor de l'électromobilité et le secteur de la robotique de défense, ce goulot d'étranglement représente un risque systémique pour les démocraties occidentales. La valorisation boursière des acteurs majeurs de l'extraction et de l'exploration reflète cette course effrénée à la sécurisation des ressources.

Risques géopolitiques et conflits de souveraineté : de l'Amérique latine à l'Ukraine

En Amérique du Sud, la tentation d'une nationalisation des ressources ou de la création d'un « OPEP du lithium » entre le Chili, la Bolivie et l'Argentine crée un climat d'instabilité pour les investisseurs occidentaux. Sur le continent européen, la question prend une tournure sécuritaire critique. L'Ukraine possède parmi les plus importants gisements de lithium d'Europe, localisés notamment dans la région du Donbass et dans le centre du pays. La guerre menée par la Russie comporte une dimension peu contestable : la captation de ces gisements vise à priver l'Europe d'un approvisionnement de proximité et à renforcer l'emprise eurasienne sur les métaux critiques. Pour briser ce risque d'asservissement technologique et industriel, l'Union européenne a réagi avec le *Critical Raw Materials Act* (CRMA). Ce cadre réglementaire fixe des objectifs ambitieux d'ici 2030 : extraire au moins 10 % des métaux stratégiques consommé dans l'UE sur le sol européen, assurer au moins 40 % du raffinage et de la transformation sur le territoire européen et recycler au moins 25 % des matières premières critiques. L'Europe tente ainsi de rebâtir une souveraineté industrielle intégrée, allant du minéral jusqu'à la Gigafactory de batteries. Dans ce grand jeu européen, la France cherche à s'imposer comme un acteur de premier plan en développant une chaîne de valeur domestique durable. Projet phare du renouveau minier français, l'entreprise Imerys ambitionne d'implanter dès 2028 une mine et des infrastructures industrielles pour exploiter un gisement très important à Échassières. Avec un objectif d'extraction de 34 000 tonnes d'hydroxide de lithium par an sur 50 ans, ce site permettrait d'équiper l'équivalent de 700 000 véhicules électriques par an. Parallèlement à l'extraction minière, la Vendée s'affirme comme un maillon d'excellence technologique et industrielle dans la transformation et l'intégration du lithium.

Le lithium démontre que la transition écologique ne signe pas la fin de la géopolitique des ressources, mais le passage d'une dépendance aux hydrocarbures à une dépendance aux métaux critiques. Pour préserver son autonomie de décision et la compétitivité de son industrie, l'Europe doit assumer une politique industrielle pragmatique : extraire sur son sol lorsque c'est possible, raffiner localement, sécuriser ses alliances et investir massivement dans l'économie circulaire.